

Une enquête du Sénat révèle qu'Obama a sciemment financé une organisation affiliée à Al-Qaïda



Barack Obama

Selon un nouveau rapport, l'agence humanitaire à but non lucratif World Vision United States a abusivement traité avec l'Agence de secours islamique (ISRA) en 2014 avec l'approbation de l'administration Obama, en envoyant des fonds gouvernementaux à une organisation qui avait été sanctionnée pour ses liens avec le terrorisme.

Le président de la commission des finances du Sénat, Chuck Grassley (R., Iowa), a récemment publié un [rapport](#) détaillant les conclusions d'une enquête que son personnel a entamée en février 2019 sur la relation entre World Vision et l'ISRA.

L'enquête a révélé que World Vision ignorait que l'ISRA avait été sanctionnée par les États-Unis depuis 2004 après avoir versé environ 5 millions de dollars à Maktab al-Khidamat, le prédécesseur d'Al-Qaida contrôlé par Oussama Bin Laden.

Cependant, cette ignorance est née de pratiques de contrôle insuffisantes, selon le rapport.

« World Vision travaille pour aider les personnes dans le besoin à travers le monde, et ce travail est admirable », a déclaré M. Grassley dans une déclaration. « Même si elle ne savait pas que l'ISRA figurait sur la liste des sanctions ou qu'elle était inscrite sur la liste en raison de son affiliation au terrorisme, elle aurait dû le savoir. L'ignorance ne peut pas suffire comme excuse. Les changements apportés par World Vision aux pratiques de contrôle sont un bon premier pas, et je me réjouis de la poursuite de ses progrès. »

L'enquête a été déclenchée par un article du National Review de [juillet 2018](#) dans lequel Sam Westrop, le directeur de l'Observatoire islamiste du Forum du Moyen-Orient, a détaillé les conclusions du MEF selon lesquelles l'administration Obama avait approuvé une « subvention de 200 000 dollars de l'argent des contribuables à l'ISRA ».

Les fonctionnaires du gouvernement ont spécifiquement autorisé le déblocage de « au moins 115 000 dollars » de cette subvention même après avoir appris qu'il s'agissait d'une organisation terroriste désignée, a écrit Westrop.

Selon le rapport du Sénat, World Vision a soumis une demande de subvention à l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) pour mener à bien son programme de rétablissement du Nil bleu le 21 janvier 2014. Le programme proposé visait à fournir la sécurité alimentaire, des équipements sanitaires et des services de santé aux zones durement touchées par le conflit dans la région du Nil Bleu au Soudan.

L'USAID a accordé à World Vision une subvention de 723 405 dollars pour ce programme. Le mois suivant, l'ISRA a accepté de fournir des services humanitaires à certaines parties de la région du Nil Bleu pour World Vision, selon le rapport. Les deux organisations avaient également collaboré sur plusieurs projets en 2013 et 2014.

World Vision a découvert que l'ISRA a été sanctionnée seulement après que l'organisation humanitaire évangélique à but non lucratif a discuté d'un partenariat avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) sur un projet humanitaire séparé au Soudan. En procédant à un contrôle de routine de World Vision et de ses partenaires, l'OIM a découvert que l'ISRA était sanctionnée et a contacté l'équipe de conformité de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) pour obtenir confirmation.

Après avoir reçu la confirmation de l'OFAC, l'OIM a rejeté l'offre de collaboration de World Vision, selon le rapport.

Le département juridique de World Vision a été informé du statut potentiel de l'ISRA en tant qu'entité sanctionnée en septembre 2014 et a immédiatement arrêté tous les paiements à l'organisation pendant qu'elle enquêtait.

Le 19 novembre 2014, l'association à but non lucratif a envoyé une lettre à l'OFAC, demandant des éclaircissements sur le statut de l'ISRA et demandant que, dans le cas où l'ISRA serait sanctionnée, il lui soit accordé une licence temporaire pour terminer le contrat existant des organisations.

Deux mois plus tard, le Trésor a répondu, confirmant que l'ISRA est sanctionné et refusant la demande de licence pour travailler avec l'organisation, car cela serait « incompatible avec la politique de l'OFAC ».

Un mois plus tard, World Vision a soumis une autre demande d'autorisation de transaction avec l'ISRA pour leur verser 125 000 dollars pour services rendus, de peur de subir des conséquences juridiques et une éventuelle expulsion du Soudan.

Le 4 mai 2015, le Département d'État de l'administration Obama a recommandé à l'OFAC d'accéder à la demande de World Vision pour l'autorisation de réaliser des transactions. Le lendemain, l'OFAC a accordé la licence pour payer 125 000 dollars à l'ISRA pour les services rendus, et a ensuite envoyé à l'organisation à but non lucratif une « lettre d'avertissement » lui faisant savoir que sa collaboration avec l'ISRA semblait avoir violé les règlements de la Global Terrorism Sanction Regulations.

Le rapport indique que l'enquête « n'a pas trouvé de preuve que World Vision ait intentionnellement cherché à contourner les sanctions américaines en s'associant à l'ISRA. »

« Nous n'avons également trouvé aucune preuve que World Vision savait que l'ISRA était une entité sanctionnée avant de recevoir la notification du Trésor », ajoute le rapport. « Toutefois, sur la base des preuves présentées, nous concluons que World Vision avait accès aux informations publiques appropriées et aurait dû savoir comment, mais n'a pas réussi à contrôler correctement l'ISRA en tant que sous-bénéficiaire, ce qui a entraîné le transfert de l'argent des contribuables américains à une organisation ayant un long passé de soutien aux organisations terroristes [*sic*] et aux terroristes, y compris Oussama Ben Laden. »

Le rapport qualifie le système de World Vision pour l'examen des bénéficiaires potentiels de subventions de « limite de la négligence » et affirme que l'organisation « a ignoré les procédures d'enquête de niveau élémentaire ». »

World Vision a passé des semaines après avoir été informé par l'OIM du statut de sanction de l'ISRA à enquêter sur la demande et n'a pas pu parvenir à une conclusion, en s'appuyant sur « ce qui ne peut être décrit que comme une logique défectueuse », indique le rapport.

Le rapport accuse World Vision de tenter d'éviter les reproches, et note que l'OIM « a pu rapidement contrôler l'ISRA et déterminer son statut d'entité sanctionnée. »

« Si World Vision avait fait preuve de la même diligence raisonnable et utilisé des méthodes similaires à celles de l'OIM, l'argent des contribuables n'aurait pas échangé de mains avec une organisation connue pour financer des organisations terroristes », a-t-il déclaré.

Alors que World Vision a mis en place des méthodes de dépistage supplémentaires, « le personnel de la commission des finances émet des réserves » quant à sa capacité à éviter des situations similaires à l'avenir, selon le rapport.

« World Vision a le devoir de s'assurer que les fonds acquis auprès du gouvernement américain ou donnés par les Américains ne finissent pas par soutenir des activités terroristes », dit-elle. « La tentative de World Vision de faire porter au gouvernement fédéral la responsabilité de sa propre incapacité à contrôler correctement un sous-traitant est particulièrement préoccupante pour ce comité. Un système plus solide et fondamentalement sain de filtrage et de vérification est nécessaire pour rétablir la confiance du public dans le fait que les contributions faites à World Vision ne financent pas des organisations illicites. »

« De plus, bien que nous ne trouvions aucune raison de mettre en doute l'affirmation de World Vision selon laquelle les fonds dans leur totalité ont été utilisés par l'ISRA à des fins humanitaires, cet argent aide inévitablement leurs activités terroristes », conclut-elle.

World Vision a déclaré dans une déclaration qu'elle « prend nos obligations de conformité au sérieux et partage l'objectif de bonne intendance du sénateur Grassley et du personnel de la commission. »

Nous apprécions le fait que le rapport du personnel de la commission au président « n'a trouvé aucune preuve que World Vision savait que l'ISRA était une entité sanctionnée avant de recevoir la notification du Trésor », a-t-il ajouté. « Le terrorisme va à l'encontre de tout ce que World Vision représente en tant qu'organisation et nous condamnons fermement tout acte de terrorisme ou de soutien à de telles activités. »